

**No. 28458**

---

**FRANCE  
and  
MALI**

**Agreement on military technical cooperation (with exchange  
of letters of 8 and 28 July 1986). Signed at Bamako on  
6 May 1985**

*Authentic text: French.*

*Registered by France on 1 November 1991.*

---

**FRANCE  
et  
MALI**

**Accord de coopération militaire technique (avec échange de  
lettres des 8 et 28 juillet 1986). Signé à Bamako le 6 mai  
1985**

*Texte authentique : français.*

*Enregistré par la France le 1<sup>er</sup> novembre 1991.*

## ACCORD DE COOPÉRATION MILITAIRE TECHNIQUE<sup>1</sup> ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI

Le gouvernement de la République Française et Le gouvernement de la République du Mali ;

- guidés par la volonté de consolider et de développer les relations entre la République Française et la République du Mali sur la base de l'égalité des droits, du respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et de la non ingérence de chaque pays dans les affaires intérieures de l'autre ;

- désireux de contribuer efficacement au renforcement de la capacité de défense de la République du Mali ;

décident d'étendre leurs rapports de coopération au niveau de leurs Forces Armées.

Pour ce faire, ils sont convenus de ce qui suit :

### CHAPITRE PREMIER - ASSISTANCE MILITAIRE TECHNIQUE

#### Article 1.-

a) - Le gouvernement de la République Française met, dans la mesure de ses moyens, à la disposition du gouvernement de la République du Mali les personnels militaires français dont le concours est demandé par le gouvernement de la République du Mali pour l'organisation et l'instruction de ses forces armées ;

b) - Les personnels militaires français sont mis à la disposition du gouvernement de la République du Mali après accord du gouvernement de la République du Mali pour une durée fixée conformément à la réglementation française sur les séjours à l'extérieur, cette durée pouvant être augmentée ou réduite d'un commun accord entre les gouvernements. Tout changement d'affectation en cours de séjour est arrêté d'un commun accord. Le gouvernement de la République du Mali et le gouvernement de la République Française peuvent l'un et l'autre, après consultation, prendre l'initiative de la relève d'un assistant militaire technique en cours de séjour.

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 30 septembre 1990, soit 30 jours après la date de la dernière des notifications (des 11 février 1988 et 31 août 1990) par lesquelles les Parties contractantes s'étaient informées de l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises, conformément à l'article 14.

c) - Les personnels militaires français sont affectés à une formation dite "Mission d'Assistance Militaire" qui relève de l'Ambassade de France et qui est placée sous l'autorité d'un chef de Mission d'Assistance Militaire.

d) - Ces personnels reçoivent satisfaction de tous leurs droits à solde et indemnités diverses par l'autorité française. La charge de ces dépenses incombe au gouvernement français sauf en ce qui concerne les indemnités pour frais de déplacement résultant de l'exécution du service qui sont à la charge du gouvernement de la République du Mali.

Article 2.-

a) - Les personnels militaires français servent dans les Forces Armées maliennes avec le grade de la hiérarchie de ces Forces Armées correspondant à celui dont ils sont titulaires dans les Forces Armées françaises. Ils revêtent l'uniforme français ou la tenue civile suivant les instructions de l'autorité malienne.

b) - Ils sont soumis aux règles de la discipline générale en vigueur dans les Forces Armées maliennes, sous réserve des dispositions inhérentes au statut qui est le leur dans la réglementation française.

c) - Les personnels militaires français servant dans les Forces Armées maliennes ont pour obligation le respect des lois et de la réglementation en vigueur dans la République du Mali.

d) - Ils ne peuvent, en aucun cas, prendre part à la préparation et à l'exécution d'opérations de guerre, de maintien ou de rétablissement de l'ordre ou de la légalité.

Article 3.-

a) - Les appréciations portées par les autorités maliennes sur la manière de servir des militaires français mis à leur disposition sont adressées au gouvernement français.

b) - En cas d'indiscipline ou de faute professionnelle, ils n'encourent de la part du gouvernement malien d'autre sanction que la remise motivée à la disposition du gouvernement français, assortie s'il y a lieu d'une demande de sanction. Les dispositions du présent alinéa ne font pas obstacle à la mise en jeu par les autorités françaises des procédures disciplinaires prévues par le statut des intéressés. Le gouvernement français est tenu de faire connaître aux autorités maliennes la suite donnée aux dites procédures.

c) - Les personnels militaires français en service dans les Forces Armées maliennes sont employés par le commandement malien selon les règles traditionnelles de leur arme ou service. Toutes les décisions les concernant sont portées à la connaissance de l'Ambassade de France en République du Mali ; de même toutes dispositions les concernant prises par les autorités françaises sont portées à la connaissance des autorités maliennes.

d) - L'examen des problèmes concernant la situation des personnels militaires français au regard de leur statut peut faire l'objet de missions des autorités françaises. Les conditions dans lesquelles s'accomplissent ces missions sont fixées par entente entre les deux Gouvernements.

#### Article 4.-

a) - Le gouvernement de la République du Mali prend à sa charge la réparation des dommages causés par les personnels militaires français dans l'exercice et à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. En cas d'action judiciaire intentée à l'occasion de tels dommages, le gouvernement de la République du Mali se substitue dans l'instance aux personnels militaires français mis en cause.

b) - Au cas où le dommage résulterait d'une faute personnelle, le gouvernement de la République du Mali pourra en demander réparation au gouvernement de la République Française.

c) - En cas de dommage subi dans le service ou à l'occasion du service par des militaires français hormis le cas de faute personnelle, le gouvernement de la République du Mali versera des indemnités équitables. Les demandes d'indemnité seront transmises au gouvernement de la République du Mali à la diligence du gouvernement de la République Française.

#### Article 5.-

a) - Dans le cadre de modalités à définir d'un commun accord, le gouvernement de la République du Mali fournit gratuitement aux personnels militaires français mis à sa disposition les logements meublés qui leur sont nécessaires pour eux-mêmes et pour leur famille. Ces logements doivent correspondre à l'indice de rémunération des personnels.

b) - Le gouvernement de la République du Mali assure à ces personnels et à leur famille les soins médicaux et hospitaliers dont ils pourraient avoir besoin, identiques à ceux qui sont accordés à ses propres personnels militaires.

c) - Les personnels visés par le présent accord peuvent importer en franchise leurs effets personnels d'usage courant ; ils peuvent importer ou acquérir sous le régime de l'admission temporaire du mobilier et un véhicule privé à leur usage personnel. Ils peuvent les exporter dans les mêmes conditions à leur départ définitif.

d) - Ces personnels jouissent du droit de transférer librement sur la France le montant des économies réalisées sur les rémunérations et indemnités afférentes à leur emploi et lors de leur rapatriement définitif, le produit de la vente éventuelle en République du Mali de leur véhicule, biens mobiliers et effets personnels après acquittement des droits de douane afférents.

Article 6. -

Dans l'exercice de leur fonction, les personnels militaires français mis à la disposition du gouvernement de la République du Mali reçoivent de ce gouvernement l'aide et la protection qu'il accorde aux personnels de ses propres Forces Armées.

Article 7.-

a) - Les juridictions maliennes sont compétentes pour connaître les infractions commises par les personnels militaires français placés sous le commandement malien.

Cependant, en cas d'infraction aux lois maliennes commise par les militaires français dans le service ou à l'occasion du service, les auteurs des dites infractions sont remis immédiatement à l'Ambassade de France en République du Mali qui procède à leur rapatriement en France où seront engagées à leur encontre toutes poursuites utiles.

Le gouvernement de la République Française est tenu d'informer le gouvernement de la République du Mali des suites judiciaires données à l'affaire.

b) - En cas d'infraction aux lois maliennes passible d'une peine d'emprisonnement ou d'une peine plus grave commise en dehors du service par les personnels militaires français et les membres de leur famille, les auteurs déferés devant une juridiction malienne et dont la détention est jugée nécessaire, sont assignés à résidence dans un lieu fixé d'un commun accord entre les autorités françaises et les autorités maliennes en vue de leur comparution devant les autorités judiciaires maliennes compétentes.

c) - Les personnels militaires français ou les membres de leur famille condamnés à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave par les juridictions maliennes sont remis à l'Ambassade de France aux fins de rapatriement et purgeront leur peine dans les locaux pénitentiaires français. Le gouvernement Français est tenu d'informer le gouvernement de la République du Mali des lieux et conditions d'exécution des peines.

d) - Sont décidées selon la législation française sur l'avis du parquet établi près la juridiction malienne qui a prononcé la condamnation, les commutations, réductions et remises gracieuses, libérations conditionnelles et autres modalités d'exécution des peines. Les décisions sont notifiées par le gouvernement Français au parquet établi près la juridiction malienne ayant prononcé la condamnation.

#### CHAPITRE DEUXIEME - FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DES CADRES DES FORCES ARMEES

##### MALIENNES

#### Article 8.-

a) - Le gouvernement de la République Française assure, dans la limite de ses moyens, la formation et le perfectionnement des cadres des Forces Armées Maliennes dans les écoles militaires françaises et prend à sa charge les frais résultant du transport du Mali en France et retour, de l'instruction des stagiaires, d'une partie des frais d'entretien (logement et alimentation en milieu militaire, cotisation de sécurité sociale), à l'exception des dépenses de solde et des frais d'entretien non pris en charge par la France (habillement, alimentation hors milieu militaire).

Ces dernières dépenses restent à la charge du gouvernement de la République du Mali.

b) - Le gouvernement de la République Française assure aux stagiaires maliens, à titre gratuit, les soins médicaux et hospitaliers au même titre et dans les mêmes conditions qu'aux membres des Forces Armées Françaises, au sein des formations hospitalières militaires.

c) - Les stagiaires maliens ont pour obligation le respect des lois et de la réglementation en vigueur dans la République Française ainsi que celui des règles de discipline générale en vigueur dans les Forces Armées Françaises sous réserve des dispositions inhérentes au statut qui est le leur dans la réglementation malienne.

d) - En outre, ils ne peuvent, en aucun cas, prendre part à la préparation et à l'exécution d'opérations de guerre, de maintien ou de rétablissement de l'ordre ou de la légalité.

e) - Les appréciations portées par les autorités françaises sur la manière de servir des stagiaires maliens sont adressées directement au gouvernement malien.

f) - L'examen des problèmes concernant la situation des stagiaires militaires maliens au regard de leur statut peut faire l'objet de mission des autorités maliennes. Les conditions dans lesquelles s'accomplissent ces missions sont fixées par entente entre les deux gouvernements.

#### Article 9.-

a) - Les Juridictions françaises sont compétentes pour connaître les infractions commises par les stagiaires maliens.

Cependant, en cas d'infraction aux lois françaises commises par les stagiaires maliens dans le service ou à l'occasion du service, les auteurs des dites infractions sont remis immédiatement à l'Ambassade du Mali en France qui procède à leur rapatriement au Mali où seront engagées à leur rencontre toutes poursuites utiles.

Le gouvernement de la République du Mali est tenu d'informer le gouvernement de la République Française des suites judiciaires données à l'affaire.

b) - En cas d'infraction aux lois françaises passible d'une peine d'emprisonnement ou d'une peine plus grave commise en dehors du service par les stagiaires militaires maliens et les membres de leur famille, les auteurs déférés devant une Juridiction française et dont la détention est jugée nécessaire sont assignés à résidence dans un lieu fixé d'un commun accord entre les autorités maliennes et les autorités françaises en vue de leur comparution devant les autorités Judiciaires françaises compétentes.

c) - Les stagiaires militaires maliens ou les membres de leur famille condamnés à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave par les Juridictions françaises sont remis à l'Ambassade du Mali aux fins de rapatriement et purgeront leur peine dans les locaux pénitentiaires maliens. Le gouvernement de la République du Mali est tenu d'informer le gouvernement de la République Française des lieux et conditions d'exécution des peines.

d) - Sont décidées selon la législation malienne sur l'avis du Parquet établi près la Juridiction française qui a prononcé la condamnation les commutations, réductions et remises gracieuses, libérations conditionnelles et autres modalités d'exécution des peines. Les décisions sont notifiées par le gouvernement de la République du Mali au Parquet établi près la Juridiction française ayant prononcé la condamnation.

e) - Le gouvernement de la République Française prend à sa charge la réparation des dommages causés par les stagiaires militaires maliens dans et à l'occasion du service. En cas d'action Judiciaire intentée à l'occasion de tels dommages le gouvernement de la République Française se substitue dans l'instance aux stagiaires maliens en cause.

f) - En cas de dommage subi dans ou à l'occasion du service par les stagiaires militaires maliens hormis le cas de faute personnelle, le gouvernement de la République Française versera des indemnités équitables. Les demandes d'indemnités seront transmises au gouvernement de la République Française à la diligence du gouvernement de la République du Mali.

#### Article 10.-

a) - Les stagiaires militaires maliens peuvent importer en franchise leurs effets personnels d'usage courant ; ils peuvent importer ou acquérir sous le régime de l'admission temporaire du mobilier et un véhicule privé à leur usage personnel. Ils peuvent les réexporter dans les mêmes conditions à leur départ définitif.

b) - Les stagiaires jouissent du droit de transférer librement sur le Mali le montant des économies réalisées sur les rémunérations et indemnités afférentes à leur stage et lors de leur rapatriement définitif, le produit de la vente éventuelle en République Française de leur véhicule, biens mobiliers et effets personnels après acquittement des droits de douane afférents.

### CHAPITRE TROISIEME - MATERIELS ET EQUIPEMENTS MILITAIRES

#### Article 11.-

Le gouvernement de la République du Mali peut faire appel en tant que de besoin et dans les conditions définies d'un commun accord au gouvernement de la République Française pour la fourniture à titre gratuit ou onéreux de matériels et équipements militaires.

En cas de fourniture à titre gratuit le gouvernement de la République du Mali s'engage à ne pas réexporter les matériels mis à sa disposition.

Dans des conditions établies d'un commun accord et dans la limite de ses responsabilités la République Française pourra contribuer au soutien logistique des Forces Armées de la République du Mali.



CHAPITRE QUATRIEME - DISPOSITIONS FINALESArticle 12.-

Le présent accord de coopération exclut toute possibilité de stationnement d'unités constituées des Forces Armées Françaises sur le territoire malien.

Article 13.-

Le présent accord n'est nullement dirigé contre les intérêts d'un Etat tiers.

Article 14.-

Le présent accord est conclu pour une durée de deux ans. Il est renouvelable par tacite reconduction pour de nouvelles périodes de deux ans. Il peut être dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre des parties contractantes. Cette dénonciation prendra effet trois mois après sa notification par voie diplomatique à l'autre partie.

Chacune des deux parties contractantes notifiera à l'autre les formalités constitutionnelles requises sur son territoire pour l'entrée en vigueur du présent accord. Celui-ci entrera en vigueur trente jours après la date de la dernière des notifications.

Article 15.-

Le présent accord abroge et remplace la convention de coopération technique en matière de formation de l'administration militaire malienne en date du 14 octobre 1977<sup>1</sup>.

EN FOI DE QUOI, les représentants des deux Gouvernements, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à *Bamako*, le *Six Mai 1985* en double exemplaire

Pour le Gouvernement  
de la République Française :

[Signé]

Général PAVRET  
DE LA ROCHFORDIÈRE  
Ambassadeur de France au Mali

Pour le Gouvernement  
de la République du Mali :

[Signé]

Colonel ABDOULAYE OUOLOGUEM

Chef de Cabinet du Ministre de la  
Défense

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1263, p. 283.

## ÉCHANGE DE LETTRES

## I

AMBASSADE DE FRANCE AU MALI  
L'AMBASSADEUR

Bamako, le 8 juillet 1986

N° 243/ALO

Monsieur le Ministre,

En vue de compléter l'accord de coopération militaire technique signé entre nos deux gouvernements le 6 mai 1985, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de vous proposer les mesures suivantes fixant les règles d'imposition applicables au personnel militaire français mis à la disposition du gouvernement de la République du Mali.

En effet, aucune disposition n'ayant été prévue à cet égard dans l'accord du 6 mai 1985, il conviendrait, me semble-t-il, de maintenir en vigueur des règles prévues par le paragraphe "f" de l'article 1er de la convention de coopération technique en matière de formation du personnel de l'administration militaire malienne du 14 octobre 1977, bien que celle-ci soit aujourd'hui abrogée. Ce texte disposait que le personnel français était soumis aux règles d'imposition détaillée dans le protocole n° 2 de l'accord général de coopération technique du 2 février 1962<sup>1</sup>, lui-même toujours en vigueur.

Je vous serais très obligé de me faire savoir si les dispositions qui précèdent recueillent l'agrément de votre gouvernement. Dans ce cas, la présente lettre, ainsi que votre réponse,

---

<sup>1</sup> Voir p. 3 du présent volume.

constitueront un accord entre nos deux gouvernements qui fera partie intégrante de l'accord de coopération militaire technique du 6 mai 1985.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

[Signé]

FRANCIS PLATEAU

Monsieur le Général Sékou Ly  
Ministre de la Défense Nationale  
Bamako

## II

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE  
RÉPUBLIQUE DU MALI

*Le Ministre de la Défense Nationale  
à Monsieur l'Ambassadeur de la République Française (Bamako)*

Bamako, le 28 juillet 1986

N° 1401/MDN-CAB

En réponse à votre note N° 243/ALO du 8 Juillet 1986 relative à l'omission, dans l'accord de coopération militaire technique signé entre nos deux Gouvernements le 6 Mai 1985, des dispositions fixant les règles d'imposition applicables au personnel militaire français mis à la disposition du Gouvernement de la République du Mali, j'ai l'honneur de vous notifier l'agrément du Gouvernement de la République du Mali à l'application des règles d'imposition détaillées dans le protocole N° 2 de l'accord général de coopération technique du 2 Février 1962 au sus-dit personnel militaire français.

La présente lettre et votre correspondance sus-mentionnée constituent un additif agréé par nos deux Gouvernements à l'accord de coopération militaire technique du 6 Mai 1985.

Le Ministre,

[Signé]

Général de Brigade SÉKOU LY

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT<sup>1</sup> ON MILITARY TECHNICAL COOPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF MALI

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Mali,

Guided by the desire to consolidate and develop relations between the French Republic and the Republic of Mali on the basis of equal rights, mutual respect for sovereignty and territorial integrity and non-interference by each country in the internal affairs of the other,

Wishing to contribute effectively to strengthening the defence capacity of the Republic of Mali,

Decide to develop cooperation between their armed forces.

To this end, they have agreed as follows:

CHAPTER ONE. MILITARY TECHNICAL ASSISTANCE

*Article 1*

(a) The Government of the French Republic shall, as far as possible, second to the Government of the Republic of Mali the French military personnel requested by the Government of the Republic of Mali to organize and train its armed forces.

(b) French military personnel shall be seconded to the Government of the Republic of Mali, with the agreement of the Government of the Republic of Mali, for a fixed term in accordance with the French regulations on residence abroad; the period may be extended or curtailed by agreement between the Governments. Any change of duty station during the tour of duty shall be determined by mutual agreement. Either the Government of the Republic of Mali or the Government of the French Republic may, after consultation, take the initiative of recalling a military technical assistant during the tour of duty.

(c) French military personnel shall be assigned to a unit known as the "Military Assistance Mission", responsible to the Embassy of France and under the authority of a Military Assistance Mission commander.

(d) French military personnel shall receive payment of all the salary and miscellaneous allowances to which they are entitled from the French authorities. The French Government shall be responsible for all such expenses with the exception of travel expenses incurred in the course of their duties, which shall be the responsibility of the Government of the Republic of Mali.

*Article 2*

(a) French military personnel shall serve at the rank in the hierarchy of the Malian armed forces corresponding to their customary rank in the French armed

<sup>1</sup> Came into force on 30 September 1990, i.e., 30 days after the date of the last of the notifications (of 11 February 1988 and 31 August 1990) by which the Contracting Parties informed each other of the completion of the required constitutional procedures, in accordance with article 14.

forces. They shall wear French uniform or civilian clothes in accordance with the instructions of the Malian authorities.

(b) They shall be subject to the rules of general discipline in force in the Malian armed forces, without prejudice to the provisions applicable to their status under French regulations.

(c) French military personnel serving in the Malian armed forces shall be required to comply with the laws and regulations in force in the Republic of Mali.

(d) In no case may they participate in the preparation or conduct of military operations or of operations aimed at maintaining or restoring public order or the rule of law.

### *Article 3*

(a) Any observations made by the Malian authorities on the performance of French military personnel seconded to them shall be transmitted to the French Government.

(b) In the case of breaches of discipline or acts committed while on duty, they shall not be subject to any disciplinary action by the Malian Government other than reassignment to the French Government, with an explanation and, where appropriate, a request for disciplinary action. The provisions of this paragraph shall not preclude the institution by the French authorities of the disciplinary proceedings applicable to the persons concerned, as determined by their status. The French Government shall be required to inform the Malian authorities of the action taken as a result of such proceedings.

(c) French military personnel serving in the Malian armed forces shall be employed by the Malian command in accordance with the traditional regulations of their corps or service. All decisions concerning them shall be brought to the attention of the Embassy of France in the Republic of Mali; likewise, any action concerning them taken by the French authorities shall be brought to the attention of the Malian authorities.

(d) The French authorities may undertake missions to study problems involving the personal situation of French military personnel in relation to their status. The conditions under which these missions are conducted shall be fixed by agreement between the two Governments.

### *Article 4*

(a) The Government of the Republic of Mali shall be responsible for compensation for damage done by French military personnel in the course of or in connection with the performance of their duties. In any case where legal proceedings are instituted in connection with such damage, in the proceedings the Government of the Republic of Mali shall represent the French military personnel implicated.

(b) In any case where damage results from a personal act, the Government of the Republic of Mali may seek compensation from the Government of the French Republic.

(c) In the case of damage incurred by French military personnel while on duty or in connection with their duties, except in the case of personal acts, the Government of the Republic of Mali shall pay fair compensation. Requests for compensa-

tion shall be transmitted to the Government of the Republic of Mali on the initiative of the Government of the French Republic.

#### *Article 5*

(a) In the framework of arrangements to be agreed upon by the Parties, the Government of the Republic of Mali shall provide free of charge for French military personnel seconded to it such furnished quarters as they may need for themselves and for their families. Such quarters shall be commensurate with their position on the pay scale.

(b) The Government of the Republic of Mali shall provide the medical and hospital care needed by French military personnel and their families. Such medical and hospital care shall be identical to that provided to Malian military personnel.

(c) Personnel covered by this Agreement may import duty free their personal effects that are in use at the time; they may import or purchase furniture and a private vehicle for their personal use under the regulations on temporary importation. They may export these items subject to the same conditions on final departure.

(d) They shall be entitled to freely transfer to France the amount saved out of their remuneration and allowances pertaining to their employment and, on final repatriation, the sums realized from the sale in the Republic of Mali of their vehicles, movable property and personal effects, after payment of customs duties.

#### *Article 6*

In the performance of their duties, French military personnel seconded to the Government of the Republic of Mali shall receive from that Government the assistance and protection accorded by it to the personnel of its own armed forces.

#### *Article 7*

(a) Malian courts shall be competent to take cognizance of offences committed by French military personnel placed under Malian command.

Nevertheless, in the case of offences under Malian law committed by French military personnel while on duty or in connection with their duties, persons committing such offences shall be handed over immediately to the Embassy of France in the Republic of Mali, which shall arrange for their repatriation to France, where all necessary proceedings shall be instituted against them.

The Government of the French Republic shall be required to inform the Government of the Republic of Mali of the legal action taken in the matter.

(b) In the case of offences under Malian law punishable by prison sentences or more severe sentences committed by French military personnel while not on duty or by members of their families, persons committing such offences who have been brought before a Malian court and whose detention is considered necessary shall be put under house arrest in a place determined by mutual agreement between the French authorities and the Malian authorities so that they can appear in court before the competent Malian judicial authorities.

(c) French military personnel or members of their families sentenced to prison terms or to more severe sentences by Malian courts shall be handed over to the Embassy of France for repatriation and shall serve their sentences in French prison facilities. The French Government shall be required to inform the Government of

the Republic of Mali of the place and conditions in which sentences are being carried out.

(d) Commutations, reductions of sentences and pardons, conditional releases and other forms of executing sentences shall be decided according to French legislation, on the recommendation of the public prosecutor's office attached to the Malian court which handed down the sentence. The French Government shall communicate such decisions to the public prosecutor's office attached to the Malian court which handed down the sentence.

CHAPTER TWO. BASIC AND ADVANCED TRAINING OF OFFICERS  
OF THE MALIAN ARMED FORCES

*Article 8*

(a) The Government of the French Republic shall, as far as possible, provide basic and advanced training for officers of the Malian armed forces in French military schools, and shall defray the cost of round-trip travel between Mali and France and of the instruction of trainees, and of part of their living expenses (quarters and food on base, social security payments), with the exception of pay and living expenses not borne by France (clothing, food off base).

The latter expenses shall be defrayed by the Government of the Republic of Mali.

(b) The Government of the French Republic shall provide free medical and hospital treatment to Malian trainees, on the same basis and under the same conditions as to members of the French armed forces, in military hospital units.

(c) Malian trainees shall be required to comply with the laws and regulations in force in the French Republic, as well as the rules of general discipline in force in the French armed forces, without prejudice to the provisions applicable to their status under Malian regulations.

(d) In no case may they participate in the preparation or conduct of military operations or of operations aimed at maintaining or restoring public order or the rule of law.

(e) Any observations made by the French authorities on the performance of Malian trainees shall be transmitted directly to the Malian Government.

(f) The Malian authorities may undertake missions to study problems involving the personal situation of Malian military trainees in relation to their status. The conditions under which these missions are conducted shall be fixed by agreement between the two Governments.

*Article 9*

(a) French courts shall be competent to take cognizance of offences committed by Malian trainees.

Nevertheless, in the case of offences under French law committed by Malian trainees while on duty or in connection with their duties, persons committing such offences shall be handed over immediately to the Embassy of Mali in France, which shall arrange for their repatriation to Mali, where all necessary proceedings shall be instituted against them.



The Government of the Republic of Mali shall be required to inform the Government of the French Republic of the legal action taken in the matter.

(b) In the case of offences under French law punishable by prison sentences or more severe sentences committed by Malian military trainees while not on duty or by members of their families, persons committing such offences who have been brought before a French court and whose detention is considered necessary shall be put under house arrest in a place determined by mutual agreement between the Malian authorities and the French authorities so that they can appear in court before the competent French judicial authorities.

(c) Malian military trainees or members of their families sentenced to prison terms or to more severe sentences by French courts shall be handed over to the Embassy of Mali for repatriation and shall serve their sentences in Malian prison facilities. The Government of the Republic of Mali shall be required to inform the Government of the French Republic of the place and conditions in which sentences are being carried out.

(d) Commutations, reductions of sentences and pardons, conditional releases and other forms of executing sentences shall be decided according to Malian legislation, on the recommendation of the public prosecutor's office attached to the French court which handed down the sentence. The Government of the Republic of Mali shall communicate such decisions to the public prosecutor's office attached to the French court which handed down the sentence.

(e) The Government of the French Republic shall be responsible for compensation for damage done by Malian military trainees while on duty or in connection with their duties. In any case where legal proceedings are instituted in connection with such damage, in the proceedings the Government of the French Republic shall represent the Malian trainees implicated.

(f) In the case of damage incurred by Malian military trainees while on duty or in connection with their duties, except in the case of personal acts, the Government of the French Republic shall pay fair compensation. Requests for compensation shall be transmitted to the Government of the French Republic on the initiative of the Government of the Republic of Mali.

#### *Article 10*

(a) Malian military trainees may import duty free their personal effects that are in use at the time; they may import or purchase furniture and a private vehicle for their personal use under the regulations on temporary importation. They may re-export these items subject to the same conditions on final departure.

(b) Trainees shall be entitled to freely transfer to Mali the amount saved out of their remuneration and allowances pertaining to their training and, on final repatriation, the sums realized from the sale in the French Republic of their vehicles, movable property and personal effects, after payment of customs duties.

### CHAPTER THREE. MILITARY EQUIPMENT AND SUPPLIES

#### *Article 11*

The Government of the Republic of Mali may apply to the Government of the French Republic, as necessary and on terms to be decided by mutual agreement, for the provision, free of charge or against payment, of military equipment and supplies.

In the case of equipment and supplies provided free of charge, the Government of the Republic of Mali undertakes not to re-export the equipment made available to it.

On terms to be established by common agreement and subject to its responsibilities, the French Republic may provide logistical support to the armed forces of the Republic of Mali.

#### CHAPTER FOUR. FINAL PROVISIONS

##### *Article 12*

This cooperation agreement precludes any possibility of formed units of the French armed forces being stationed on Malian territory.

##### *Article 13*

This Agreement is not in any way directed against the interests of a third State.

##### *Article 14*

This Agreement is concluded for a two-year period. It may be renewed automatically for subsequent two-year periods. It may be denounced at any time by either Contracting Party. Such denunciation shall take effect three months after notice is given through the diplomatic channel to the other Party.

Each of the two Contracting Parties shall notify the other of the constitutional formalities required in its territory in order for the present Agreement to enter into force. This Agreement shall enter into force 30 days after the date of the last such notification.

##### *Article 15*

This Agreement shall replace and abrogate the Convention on Technical Cooperation for the Training of the Malian Military Administrative Services of 14 October 1977.<sup>1</sup>

IN WITNESS WHEREOF, the representatives of the two Governments, being duly authorized for this purpose, have signed this Agreement and have affixed their seals hereto.

DONE at Bamako, on 6 May 1985, in duplicate.

For the Government  
of the French Republic:

[Signed]

General PAVRET  
DE LA ROCHEFORDIÈRE  
Ambassador of France to Mali

For the Government  
of the Republic of Mali:

[Signed]

Colonel ABDOULAYE OUOLOGUEM

Principal Private Secretary  
to the Minister of Defence

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1263, p. 283.

## EXCHANGE OF LETTERS

## I

EMBASSY OF FRANCE IN MALI  
THE AMBASSADOR

Bamako, 8 July 1986

No. 243/ALO

Sir,

In order to supplement the Agreement on Military Technical Cooperation between our two Governments signed on 6 May 1985, I have the honour, on instructions from my Government, to propose to you the following provisions to establish the tax regulations that shall be applicable to French military personnel seconded to the Government of the Republic of Mali.

Since no provision on this matter was included in the Agreement of 6 May 1985, it would seem advisable to maintain in effect the regulations envisaged in article 1 (f) of the Convention on Technical Cooperation for the Training of Personnel of the Malian Military Administrative Services of 14 October 1977, even though that Convention has now been abrogated. That text provided that French personnel should be subject to the regulations set forth in Protocol No. 2 of the General Agreement on Technical Cooperation of 2 February 1962,<sup>1</sup> which is still in force.

I should be grateful if you would inform me whether your Government agrees with the foregoing provisions. If so, this letter and your reply shall constitute an Agreement between our two Governments which shall be an integral part of the Agreement on Military Technical Cooperation of 6 May 1985.

Accept, Sir, etc.

[Signed]

FRANCIS PLATEAU

General Sékou Ly  
Minister of National Defence  
Bamako

---

<sup>1</sup> See p.3 of this volume.

## II

MINISTRY OF NATIONAL DEFENSE  
REPUBLIC OF MALI

*The Minister of National Defense  
to the Ambassador of the French Republic, Bamako*

Bamako, 28 July 1986

No. 1401/MDN-CAB

Sir,

In reply to your note No. 243/ALO of 8 July 1986 regarding the omission, in the Agreement on Military Technical Cooperation signed by our two Governments on 6 May 1985, of provisions establishing the tax regulations applicable to French military personnel seconded to the Government of the Republic of Mali, I have the honour to inform you that the Government of the Republic of Mali agrees that the tax regulations set forth in Protocol No. 2 of the General Agreement on Technical Cooperation of 2 February 1962 should apply to the aforementioned French military personnel.

This letter and your note shall constitute an addendum agreed on by our two Governments to the Agreement on Military Technical Cooperation of 6 May 1985.

[Signed]

Brig. Gen. SEKOU LY  
Minister

---